



DECLARATION FSU – CTA DU 8 AVRIL 2020

Madame le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

Le ministère a décidé de revoir (uniquement) la dotation "carte scolaire 1er degré » pour la rentrée 2020, l'académie de Lille reçoit une dotation supplémentaire de 87 postes par rapport à ce qui était prévu initialement, à savoir - 83 postes.

L'académie se retrouve donc avec un solde positif de 4 postes. Les orientations données par le ministère étant :

- qu'il n'y ait pas de fermeture de classe dans les communes de moins de 5 000 habitants, sans l'accord du maire.
- qu'il y ait préservation ou amélioration du taux d'encadrement pour les autres communes, dans la mesure du possible
- de mettre en place l'engagement présidentiel de limiter progressivement les classes de grande section à 24 élèves sur tous les territoires et les GS en REP+.

Si nous ne pouvons qu'accueillir avec satisfaction une dotation complémentaire, celle-ci est le signe que la dotation précédente était bien insuffisante Si nous attendons de connaître précisément les mesures de carte scolaire, nous estimons d'ores et déjà que :

- Pour le 1er degré, il n'est pas acceptable que des ouvertures de classes se fassent au détriment de postes RASED, de CPC ou de remplaçants car ces postes qui ne sont pas devant élèves ne sont pas un supplément d'âme mais participent à la réussite de tous nos élèves.
- **Pour le 2nd degré, où les effectifs sont croissants, le même raisonnement peut être tenu** : ce qui semblait impossible hier devient possible aujourd'hui. Le Ministre doit donc réévaluer les conditions d'apprentissage de l'ensemble des élèves qui relèvent de l'enseignement public, à l'école, au collège et dans les lycées. Ce serait le signe qu'il a enfin, dans des conditions dramatiques, pris la mesure des enjeux, et notamment des inégalités qui marquent notre système et ne se limitent pas à la dichotomie urbanité/ruralité, et plus globalement à une approche territorialisée qui minore les écarts sociaux : c'est pour cette raison notamment, que nous vous demandons, avec l'intersyndicale, de surseoir au profilage "cités éducatives".

Malheureusement, de nombreux éléments tendent à montrer que les politiques éducatives engagées depuis 2017 sont simplement reconfigurées dans le contexte de crise, et non redessinées dans l'intérêt du service public d'éducation.

- pense-t-on réellement réduire les inégalités en inventant des "**cours de soutien scolaire**" pendant la 2de semaine des vacances, pour des élèves que les chefs d'établissement sont chargés de repérer en 48H ?
- s'agit-il réellement de maintenir le **baccalauréat** et de respecter les personnels, quand on maintient un oral de français, ce qui n'est pas raisonnable d'un point de vue sanitaire et pédagogique. En ces temps de #COVID19, la santé et la sécurité des élèves et des

personnels sont les priorités. Respectera-t-on l'expertise des personnels qui évaluent leurs élèves de 3ème tout au long de l'année, en prenant en compte, pour **l'attribution du DNB**, les bilans trimestriels tout autant que les bilans de fin de cycle 4, sources de tensions dans le cadre de la politique du chiffre ? Nous demandons des éclaircissements au niveau national.

- peut-on espérer que l'on renoncera à suivre les préconisations du rapport Charvet qui signent la fin du service public d'orientation de l'Éducation Nationale ? Il faut croire que non, puisque la FAQ Covid 19 du ministère ignore superbement les PsyEN, les DCIO, et n'évoquent pas les CIO.

- va-t-on renoncer à prendre prétexte de l'urgence sanitaire pour accélérer la refonte des concours de recrutement ? A l'affaiblissement programmé des contenus disciplinaires, à la conversion de force des admissibles aux CAPES 2020 en une main d'œuvre corvéable à merci via l'alternance ?

Le contexte inédit actuel met en avant le rôle primordial de tous les personnels de l'Éducation nationale dans les apprentissages et la réussite de tous élèves, notamment les plus fragiles : des professeurs, des psychologues de l'Éducation Nationale, des personnels d'éducation, des AESH, des personnels administratifs, d'encadrement, des personnels de santé et assistants sociaux de l'Éducation nationale...sans compter les agents territoriaux qui participent grandement au bon fonctionnement des écoles et établissements.

Ce contexte met en exergue les difficultés sociales, scolaires et la fracture numérique d'autant plus dans notre académie.

C'est donc d'un investissement inédit dans l'Éducation qu'il nous faut dans l'académie. Nous n'avons pour l'heure pas reçu l'information des besoins que vous avez remontés au ministère ni sur quel budget national ces dotations seront prises exactement mais nous n'accepterons pas que cela cache des redéploiements. Pour le second degré, la rentrée continue à se préparer sur des bases qui ne sont pas satisfaisantes, d'autant moins qu'il nous faut désormais tenir compte des écarts scolaires qui se sont accrues entre élèves. Pour les résorber, nous demandons nationalement la mobilisation dès à présent des 350 ETP gelés par le Ministère en décembre dernier, et qui permettraient d'apaiser en partie une rentrée déjà tendue.